

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 100, Novembre 2012

Numéro 100

Parmi les tout premiers lecteurs, lesquels se souviennent encore du n° 1 ? Qui aurait alors pensé que j'aurais envie de poursuivre, jusqu'à ce n° 100 ?

Dès ce premier numéro, le rythme fut trouvé, mensuel (c'est bien suffisant, pour ne pas lasser le lecteur ; et pour le rédacteur, cela donne un rythme pas trop accaparant), et le format, 4 pages (sauf exception), dont une page sous forme d'éditorial, le reste sous forme de revue de presse. Les sources n'étaient pas citées, elles le furent de façon systématique à partir du n° 9. La structure se précisa dès le n° 4 : d'abord les bonnes nouvelles (car bien souvent, vous l'avez remarqué, les nouvelles ne sont pas bonnes... on ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure !) ; puis des chapitres, selon l'actualité, sur la fin des énergies fossiles, le changement climatique, la démographie, puis les pays du monde, l'Europe, la France, et parfois la Région parisienne, les Hauts de Seine, Montrouge (du global au local, du monde à Montrouge, comme l'indique le titre ; et pourquoi Montrouge ? parce que c'est là que j'habite, on l'aura deviné). Et dès le n° 2 un courrier des lecteurs, dans lequel j'ai trouvé la raison d'être de cette lettre, et l'énergie de continuer.

De l'information condensée, évitant l'éphémère, l'écume des jours, allant à l'essentiel (car, sauf des retraités privilégiés comme moi, on n'a plus le temps). Des faits, mais aussi des analyses, des décryptages, des arguments, des moyens de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons. Avec le secret espoir de contribuer à le faire changer.

Fol espoir ? Non ! Les partis politiques se censurent parfois, pour des raisons tactiques, ou pour ne pas risquer de braquer l'opinion. Le changement climatique n'a pas été évoqué dans la campagne électorale américaine, sauf, par force, les tout derniers jours, et de façon subliminale. La question des drogues n'est pas abordée en France, sauf de façon caricaturale et avec le désir non de résoudre un problème, mais de discréditer un adversaire. Certaines questions mûrissent dans ce qu'on appelle la société civile, et c'est seulement après ce travail de maturation que les politiques peuvent s'en emparer. La société civile, donc la presse, qui joue un rôle essentiel (hélas menacé aujourd'hui). Et la « blogosphère ».

La ligne politique était indiquée dès le premier édito, elle n'a pas changé depuis. Trois pôles : la question écologique (aujourd'hui enfin mieux perçue dans l'opinion publique) ; l'altermondialisme, qui dénonce la façon dont les affaires du monde sont gérées, sous-tendue par le néolibéralisme –qui pèse dans la vie quotidienne de tout un chacun ; le social. Trois pôles étroitement imbriqués. Et l'exigence de faire progresser la démocratie. “« Ils » ont l'argent, « ils » ont le pouvoir. Nous avons le nombre, et la force du nombre”, concluait ce premier édito. Ça n'a pas changé.

J'avais espéré voir fleurir une ribambelle de petits frères à *CMM*, reprenant une partie des articles, le complétant par des articles locaux (des Citoyens du Monde à Carpentras, à La Réunion ou à Sevran...). Cela ne s'est pas produit.

Il serait peut-être être intéressant de rechercher dans ces cent numéros des textes qui restent d'actualité ? Un « best-of », comme on dit ? Je mets la collection à la disposition des lecteurs qui voudraient y consacrer un peu de temps.

J'ai autrefois regroupé des articles par thèmes dans des « hors-série », mais ils n'ont pas été réactualisés : le réchauffement climatique, février 2008 ; la fiscalité : chronique 2003-2008 et propositions, février 2008 ; la fin du pétrole, mars 2008 ; le réchauffement climatique, avril 2008 ; la démolition des conquêtes sociales, octobre 2008 ; Tête-à-Claques : 1. la résistible ascension, janvier 2009.

En tout cas, pour ma part, j'ai envie de continuer. Et vous ? Merci, amis lecteurs !

Bonnes nouvelles

Cabanes à livres (*Le Monde*, 2 novembre). Une boîte en bois de 40 cm de haut et de large, 30 cm de profondeur. Hissée sur un pied et installée sur le bord d'un trottoir ou d'un mur, cette drôle de cabane à livres permet de déposer un ouvrage, et ... d'en prendre un autre. Une manière de partager ses coups de coeur, faire circuler des idées, semer des graines de lumière au coin des rues. L'idée a germé dans le cerveau d'un Américain en 2009, et depuis 4000 mini-librairies ont essaimé dans le monde, aux Etats-Unis, en Lituanie, au Pakistan, au Ghana, en Inde, en Allemagne, en Italie, en Angleterre, aux Pays-Bas. Mais pas encore en France. (*Le Monde*, 2 novembre) [De façon générale, il faudrait faciliter la mise en circulation des objets- livres, vêtements, mobilier, ..., par des dons. D'accord, il y a des vide greniers, et c'est bien. Mais pour les personnes qui déménagent et ne veulent pas tout emporter dans leur nouveau logis ? N'y a-t-il pas matière à créer des associations dans ce but ?]

Ils ont capturé un photon. Albert Einstein en avait rêvé, ils l'ont fait. Le Français Serge Haroche et l'Etats-Unien David Wineland éclairent le monde étrange de la physique quantique, cette théorie échafaudée dans les années 1920. Ils viennent d'être consacrés par le prix Nobel. (*Le Monde*, 11 octobre). [L'événement a été célébré fort discrètement. Quelle contraste avec les fausses valeurs du show-biz et du CAC40 !].

Le Montpelliérain Bertin Nahum a mis au point un robot destiné à la chirurgie cérébrale. Il est salué par une revue canadienne comme l'une des quatre personnalités les plus innovantes au monde. (*Le Monde*, 3 novembre).

100 000 emplois d'avenir en 2013, 50 000 de plus en 2014. Le programme « emploi d'avenir » va reposer beaucoup sur la mobilisation de l'économie sociale et solidaire, notamment du monde associatif, dans le domaine du sanitaire et du social, le domaine sportif et les régies de quartier. Seront particulièrement ciblés les jeunes non qualifiés, les zones urbaines sensibles et les zones rurales en déshérence économique. Les emplois d'avenir sont inscrits au budget de l'Etat (2,3 milliards pour 2013). La Banque publique d'investissement réserve 500 millions d'euros à l'économie sociale et solidaire. (*le Monde*, 30 octobre).

Le débat national sur la transition énergétique, c'est parti. La transition énergétique doit conduire à une société française sobre en carbone (division par 4 par rapport au niveau de 1990) à l'horizon 2050, privilégier les renouvelables et limiter la part du nucléaire à 50 % de la production d'électricité en 2025. Le comité de pilotage, présidé par la ministre de l'écologie Delphine Batho, comporte Anne Lauvergeon (ex-patronne d'Areva), Laurence Tubiana (directrice de la chaire de développement durable à Sciences Po Paris), Pascal Valéo (ancien administrateur du CEA), le climatologue et glaciologue Jean Jouzel, et Bruno rebelle (ex-responsable de Greenpeace France). La commission nationale réunira six collègues (patronat, syndicats, ONG, pouvoirs publics, collectivités territoriales et parlementaires).

L'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) a bâti deux scénarios pour 2030 et 2050. Le premier vise surtout le bâtiment qui représente aujourd'hui plus de 30 % de la consommation d'énergie : construction de 350 000 logements sobres, et rénovation thermique de 500 000 autres chaque année.

En 2050, l'ensemble du parc résidentiel devra avoir été rénové ; le parc automobile aura chuté de 35 millions aujourd'hui à 22 millions, roulant sans pétrole (au gaz, ou à l'électricité) ; les énergies renouvelables assureraient 70 % de la production globale d'énergie (contre 16 % en 2010) ; la France émettrait 150 millions de tonnes de gaz à effet de serre par an (contre 563 en 1990). (*Le Monde*, 11-12 novembre).

Décroissance

S'il vous fallait choisir entre Internet et l'eau courante, vous choisiriez quoi ?

Sur la question de la décroissance, les esprits sont en train de changer. En témoigne, sous le titre « adieu à la croissance illimitée », un excellent article de *Martin Wolf* (*Le Monde*, 9 octobre, en partenariat avec le *Financial Times*), qui rend compte lui-même d'un texte (« provocateur ») de *Robert J. Gordon* (Northwestern University) : « Is US economics growth over ? Faltering innovation confronts the six headwinds, NBER Working Paper n° 18315, www.nber.org ». Extraits.

Imaginez que l'on vous demande de renoncer soit aux petits bijoux informatiques conçus depuis 2002, soit à l'eau courante et aux toilettes individuelles... Ce que nous connaissons actuellement n'est qu'une série intense mais étroite d'innovations dans un certain domaine de la technologie.

Electricité, moteur à combustion interne, adduction d'eau potable domestique et tout-à-l'égout, radio et téléphone ont conduit à l'explosion de la productivité au milieu du XX^e siècle. Elles ont permis la deuxième révolution industrielle. La première, entre 1750 et 1850, a débuté au Royaume-Uni avec la vapeur et le chemin de fer. Depuis une cinquantaine d'années, nous vivons la troisième révolution, celle de l'information, dont les principales technologies sont l'ordinateur, le semi-conducteur et l'Internet.

L'impact sur l'économie et la société de la deuxième révolution industrielle a été beaucoup plus marquant que la première ou la troisième. La traction motorisée a remplacé la traction animale, révolutionnant la vitesse. L'eau courante a remplacé les corvées du puisage de l'eau et de l'évacuation des eaux usées. Pétrole et gaz ont remplacé le pénible transport du charbon et du bois. La lampe électrique a remplacé la bougie. Les appareils électriques ont révolutionné les communications, les loisirs et, surtout, les tâches ménagères. La société s'est industrialisée et urbanisée. L'espérance de vie a fortement augmenté.

Beaucoup de ces changements ne se reproduiront pas.

L'idée d'une croissance illimitée est une hypothèse infondée. Pendant la plus grande partie de l'histoire humaine, la production par tête n'a quasiment pas augmenté. La seule croissance enregistrée résultait de l'augmentation de la population.

Justice et mémoire

Longtemps retardé, un mémorial à la déportation des Tziganes est inauguré à Berlin. L'Allemagne n' a reconnu qu'en 1982 le génocide des Tziganes perpétré par les nazis. 500 000 Tziganes européens ont été exécutés pendant le III^e Reich. Cependant, les tensions en Hongrie, les violences au quotidien en Roumanie, en Bulgarie ou en Italie rappellent que, tout comme en Allemagne, où vivent 70 000 Roms, le racisme n'a pas disparu à l'égard d'une communauté qui cristallise tous les préjugés. (*Le Monde*, 24 octobre).

La République française reconnaît la répression du 17 octobre 1961. « Des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. 51 ans après ces faits, je rends hommage à la mémoire des victimes ». Ce drame fut le plus grand massacre d'ouvriers depuis la Semaine sanglante de 1871. Une répression d'Etat qui fut la plus meurtrière qu'ait jamais subie, dans toute l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale, une manifestation de rue désarmée. Une répression dont les victimes ont été, par exemple, plus nombreuses que celles de la place Tiananmen à Pékin en 1989. La police parisienne avait agi sous les ordres du préfet de police Maurice Papon, lui-même sous l'autorité du général de Gaulle. (*Gilles Manceron, Politis*, 25 octobre).

Balladur aurait été l'architecte du financement occulte de sa campagne présidentielle de 1995 à travers des contrats d'armements (affaire de Karachi). Son directeur de cabinet, Nicolas Bazire, déjà poursuivi pour « complicité d'abus de biens sociaux », pourrait être mis en examen pour recel. Le ministre du budget d'alors, Sarkozy, avait donné son accord pour le versement de fonds, conformément aux instructions données par le premier ministre Balladur, mais en passant outre aux objections de la direction du budget. (*Le Monde*, 24 octobre).

Sarkozy convoqué par les juges au sujet du financement de sa campagne en 2007. Les juges souhaitent l'interroger sur ses rencontres avec Philippe Courroye, le procureur de Nanterre chargé de l'affaire Bettencourt, et sur ses visites chez les Bettencourt début 2007. L'ancienne comptable des Bettencourt a affirmé qu'on lui avait demandé de mettre à sa disposition 150 000 € en liquide pour l'ex-ministre Eric Woerth, alors trésorier de la campagne de Sarkozy. (*Le Monde*, 7 novembre). [La question du financement des campagnes politiques est d'une extrême importance. Quand on voit combien le lobbying des milieux d'affaires américains pèse sur les campagnes électorales aux Etats-Unis, on n'a pas envie de prendre le même chemin... Et ces affaires éclairent d'un jour singulier la moralité de nos anciens dirigeants...]

Energie

Pétrole. 25 % des hydrocarbures encore à découvrir dorment au nord de l'Alaska, au Groenland et dans les eaux russes. Cela excite les convoitises. Au risque d'y détruire à jamais l'environnement. Greenpeace demande que l'Arctique soit déclarée zone non-exploitable. Des militants de Greenpeace ont réussi à occuper en août une plate-forme pétrolière de Gazprom, en mer de Pechora, au nord-est des côtes de Russie.

Total a annoncé qu'il n'irait pas chercher le pétrole sous la calotte glaciaire. « Du pétrole au Groenland serait un désastre. Une marée noire porterait beaucoup trop atteinte à l'image de l'entreprise », a déclaré son PDG Christophe de Margerie. (*Silence*, octobre, *Le Monde*, 25 octobre).

Automobile. Un quart des conducteurs disent vouloir changer de mode de transport, en raison du niveau actuel de prix des carburants. Un tiers envisage d'acheter un véhicule moins gourmand. (*Le Monde*, 25 septembre).

En dix ans, la circulation automobile à Paris a baissé de 25 %. 40% des Parisiens ont abandonné la voiture pour se déplacer en transports publics, à pied ou à vélo. (*Le Monde*, 31 octobre).

En France, le ministère de l'agriculture cessera de subventionner les agrocarburants dès 2015 (au lieu de 2018, comme le prévoyait la réglementation européenne). L'Europe prévoit de limiter à 5 % le recours aux produits issus de matières agricoles (dont le bilan carbone s'avère très médiocre) en 1920 (*Le Monde*, 12, 19 octobre).

Gaz de schiste. Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, le méthane issu des puits ne devra plus être rejeté dans l'atmosphère, mais brûlé (dès maintenant), ou capturé pour être réutilisé (à partir de janvier 2015). (*Le Monde*, 3 novembre).

Nucléaire. L'ouragan Sandy a montré que les centrales états-uniennes étaient vulnérables face à ce genre de tempête, spécialement si elles augmentent en intensité et en fréquence. Trois réacteurs à l'arrêt, et la plus vieille centrale du pays a été mise en état d'alerte en raison d'une montée des eaux à l'intérieur de son système de refroidissement. (*Le Monde*, 1^{er} novembre). Le Québec ferme son unique centrale (*Le Monde*, 22 septembre).

Sur les 58 réacteurs de France, seuls 6 correspondent aux « bonnes pratiques » décrites par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour le risque sismique, et aucune pour le risque d'inondation. C'est l'une des conclusions de l'audit de sûreté nucléaire conduit par la Commission européenne. (*Alternatives économiques*, novembre).

La température du Rhône a grimpé de 2 °C depuis 1977 à son aval. Le fleuve subit le changement climatique et pâtit des rejets d'eau (chaude) des centrales nucléaires riveraines. L'eau qui sort du lac Léman est passée de 20 à 23 °C en été ; elle a atteint 27 °C lors de la canicule de 2003 ; au-delà de 28°C, les centrales nucléaires ne sont plus autorisées à puiser dans le Rhône. (*Le Monde*, 15 octobre).

Néanmoins, la fermeture du site de Fessenheim, prévue en 2016, fédère une large opposition. Le démantèlement d'une centrale est un chantier très lourd, et coûteux. Le démantèlement de Brennilis, fermé en 1985, est loin d'être achevé. Et selon la Cour des comptes, le coût de l'opération sera plus proche des 480 millions d'euros que des 20 millions estimés en 1979... (*Le Monde*, 30 octobre).

Energies renouvelables. « Il faut créer un acteur européen dans l'industrie photovoltaïque », déclare le ministre allemand de l'environnement. En France, le gouvernement amorce la relance d'une filière solaire exsangue. Les mesures prises par le gouvernement précédent ont entraîné la destruction de 10 000 emplois en 2011-2012. Le tarif de rachat de l'énergie photovoltaïque est relevé après deux ans de baisse. (*Le Monde*, 22 septembre, 3 octobre). L'énergie des courants (marées, vagues, vents marins, différentiels de température ou de salinité) approche de la maturité. De grands industriels misent sur les hydroliennes, en voie de devenir une technologie de référence. (*Le Monde*, 20 octobre). La question du stockage de l'électricité est une question clé ; il se pratique de longue date, grâce aux barrages hydrauliques et aux stations de transfert d'énergie par pompage ; mais on cherche d'autres solutions comme les accumulateurs géants. La Réunion est pionnière en ce domaine. (*Le Monde*, 8 novembre).

Etats-Unis d'Amérique

Ouf, Mitt Romney ne sera pas président !

A la question : « que va-t-il se passer si Romney gagne ? », l'écrivain américain Russel Banks répond : « la République se transformera en une ploutocratie. Le New Deal de Franklin Roosevelt sera définitivement enterré. Ce mouvement n'est pas nouveau : les ploutocrates y travaillent d'arrache-pied depuis des générations. Ce qui est frappant quand on regarde les derniers mois et même les dernières années, c'est de voir à quel point le spectre politique a glissé vers la droite. Les démocrates sont là où Reagan se trouvait il y a vingt ans.

Dans l'imaginaire américain, les démocrates sont le parti des gens de couleur : Latinos, Asiatiques, Afro-Américains... et des blancs libéraux comme moi. A l'inverse, le Parti républicain est un parti de Blancs. Or, la ploutocratie américaine, qui est très effrayante, a réussi à faire naître des alliances dans lesquelles la race l'emporte sur la classe. C'est un événement historique : vous pouvez dresser les gens contre leurs intérêts si vous brandissez la question raciale. Des Blancs pauvres voteront pour les intérêts des Blancs riches, s'ils pensent que le parti adverse est associé aux Noirs. Aux Etats-Unis, on en revient toujours à la question raciale. Mais le moment est très intéressant, dans la mesure où les Blancs américains sont en train de devenir une minorité. Environ 45 %.

La nature de cette société capitaliste individualiste que nous avons établie entraîne un mode de vie à haut risque. Dans le rêve américain, tout le monde est supposé réussir par ses moyens, et si vous n'y arrivez pas, c'est votre faute, pas celle de la société. Mais cela engendre une pression terrible.

On est devenu une société de consommation à un point tel que ça a pris le pas sur le reste. Les enfants sont bombardés de milliers de pubs chaque jour. Au début, on a pensé que les pubs rendaient les programmes possibles, avant de comprendre que c'était le contraire. Et ça s'amplifie avec Internet : pourquoi est-ce que Facebook existe ? Pourquoi les réseaux sociaux ? Pour vendre de la pub. Et même Google. C'est son but. Il s'agit d'un changement anthropologique radical ».

Extrait du discours de **Romney** après sa défaite : « nous comptons sur nos pasteurs, nos rabbins, nos prêtres de toutes obédiences [*ça ne vous rappelle rien ?*] pour témoigner de la continuité des valeurs sur lesquelles est bâtie notre société : l'honnêteté, la charité, l'intégrité et la famille (...) Dieu bénisse l'Amérique ».

Extrait du discours d'**Obama** réélu : « nous voulons que nos enfants grandissent dans un pays où ils ont accès aux meilleures écoles. Un pays qui ne soit pas écrasé par le poids de la dette, qui ne soit pas affaibli par les inégalités, qui ne soit pas menacé par le pouvoir destructeur du réchauffement climatique [*ce thème n'a fait qu'une incursion bien tardive, imposée par les circonstances, dans la campagne...*] (...) Dans les semaines et les mois à venir, je vais travailler avec les dirigeants des deux partis pour faire face aux défis que nous ne pouvons affronter qu'ensemble : réduire nos déficits ; réformer notre fiscalité ; réparer notre politique d'immigration ; réduire notre dépendance au pétrole venu de l'étranger ».

« Nos parents bâtissaient, nous consommons, et nos enfants paieront la note ».

L'histoire de l'auteur de ce raccourci saisissant et désabusé est riche d'enseignements. Paul Lambert était cadre dirigeant de CompuServe, un des premiers rois de la fourniture de services en ligne. CompuServe se fait racheter par AOL, il part à la retraite en 2000 à 47 ans, avec son excellent (du moins le croit-il) plan de retraite par capitalisation, et en vendant ses stock-options au plus haut. Il investit dans l'immobilier, « une affaire sûre », des bureaux et des entrepôts, dans une zone industrielle en Floride.

Le capitalisme lui a donné, le capitalisme lui a repris.

Son plan de retraite privé était indexé sur les taux directeurs de la réserve fédérale. Celle-ci les ramène à zéro pour juguler la crise financière. L'« excellent » plan de retraite ne rapporte que 1% l'an, un point de moins que l'inflation.

Son plus gros locataire, une société internationale de transport de courrier, s'en va. Les immeubles, acquis par Paul (avec des associés), grâce à des emprunts, pour 100 millions de dollars n'en valent plus que 50. Incapables de rembourser, les associés voient les banques obtenir un ordre de saisie.

Au total, Paul a perdu la moitié de ses avoirs et de ses revenus (*Le Monde*, 1^{er} novembre).

France

Compétitivité. La France figure désormais parmi les pays les plus désindustrialisés du monde (10,7 % du PIB). La dégradation des échanges industriels est impressionnante, malgré des salariés très productifs et une évolution salariale modérée. Il y a donc un vrai problème de compétitivité. Tel était le diagnostic d'*Alternatives économiques (les chiffres 2013, n° hors série)*.

Après un « ultimatum » (!) des patrons du CAC 40, et à la suite du rapport Gallois, le premier ministre a lancé un « pacte » de compétitivité, comportant la baisse de 20 milliards d'euros de l'impôt sur les entreprises, une nouvelle baisse de la dépense publique, et une hausse de la TVA de 19,6 % à 20 % (après avoir abrogé la hausse à 21,2 % votée par la droite à la veille de l'élection présidentielle, et en baissant de 5,5 % à 5 % le taux réduit qui s'applique aux produits de première nécessité ; le taux intermédiaire, qui concerne notamment la restauration et les travaux à domicile, passera, lui, de 7 % à 10 %). (*Le Monde*, 7 novembre)[*quid de la fiscalité écologique ? qui de la taxation du capital –intérêts, plus-values, dividendes- ?*]

La question de la compétitivité n'est pas traitée au fond. On lira avec intérêt un article de Gilles Ardinat, (Le Monde diplomatique, octobre). Extraits : Jusqu'à la crise financière de 2007-2008, l'Irlande, l'Islande et Dubaï étaient présentés comme extrêmement compétitifs. Depuis, tous trois sont apparus très sensibles aux crises (spéculation démesurée, défaillance de la régulation financière, problèmes d'endettement).

Ni l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ni le Bureau international du travail (BIT) ne semblent en mesure d'encadrer les différents dumpings. Ainsi, la **Chine** peut cumuler librement dumping social (bas salaires), environnemental (« havres de pollution » pour les industries), monétaire (sous-évaluation délibérée du yuan), réglementaire (laxisme des normes) et fiscal (faiblesse de l'Etat-providence et multiplication des zones exonérées de taxes). La loi du marché s'avère fondamentalement faussée.

En définitive, l'objectif de compétitivité masquerait une perte d'autorité et de souveraineté des Etats-nations. Il permettrait d'évincer, dans l'action politique, toute possibilité de protection. Alors que le territoire, avec ses frontières et ses institutions politiques, apparaissait traditionnellement comme un rempart face aux menaces extérieures, (qu'elles soient militaires ou commerciales), cette fonction protectrice s'estomperait désormais avec l'affaiblissement des barrières douanières et des prérogatives de l'Etat.

Drogues. Un documentaire sur Arte retrace l'histoire de la prohibition de l'alcool aux Etats-Unis, de 1920 à 1933, et montre comment, au lieu de moraliser la vie publique et privée des Américains, elle aboutit au résultat absolument inverse : enfreindre la loi devint la règle, et les gangsters firent fortune...

On le sait donc depuis longtemps, la politique de répression des drogues est un échec complet, par ailleurs très coûteux (par exemple, les délits liés aux drogues représentent une incarcération sur six, soit plus de 8 000 incarcérations par an au cours des trois dernières années). Et pourtant, le débat en France est impossible sur cette question. Vincent Peillon s'est fait recadrer pour l'avoir évoquée. Avec 122 000 interpellations pour usage de cannabis en 2010, contre 36 300 en 1995, la France est l'un des pays les plus répressifs au monde. La répression ne parvient pas à enrayer la consommation (en France, l'expérimentation du cannabis chez les 18-64 ans est passée de 24 % en 2000 à 33 % en 2011, l'un des taux les plus élevés d'Europe). Les mafias profitent de ce marché juteux (plus d'un milliard d'euros par an).

Daniel Vaillant (PS) se prononce pour la légalisation du cannabis thérapeutique, Marisol Touraine, ministre de la santé, espère lancer d'ici la fin de l'année des salles de consommation de drogue...

La plupart des pays européens ont dépénalisé l'usage du cannabis (ou de toutes les drogues illicites pour certains), tout comme, ces dernières années, nombre de pays d'Amérique latine (Argentine, Colombie, Mexique, Brésil, ...). L'Uruguay va faire de la production et de la vente du cannabis un monopole d'Etat. Deux Etats américains, le Colorado et l'Etat de Washington, sont les premiers Etats des Etats-Unis à légaliser le cannabis à des fins récréatives (à l'issue d'un referendum).

(Alternatives économiques, novembre ; Politis, 18 octobre, Le Monde, 6, 9, 13, 17 octobre, 8, 10 novembre).

Courrier des lecteurs

OC : Merci pour ta feuille de lecture d'octobre. En la parcourant, j'ai trouvé difficilement l'adresse de la pétition d'EELV de Montrouge et j'ai fait suivre le message suivant à 10 personnes. <http://montrouge.eelv.fr/petition-pour-le-retour-des-zones-30-montrouge/>
J'ai signé la pétition et irai certainement faire un tour à la manifestation de samedi prochain.

DB : J'avoue être embarrassé par la phrase suivante : "Cela s'appelle des transferts de souveraineté ? Oui, et on peut l'accepter."

Pour avoir réfléchi sur la démocratie, je reste sur l'idée selon laquelle démocratie signifie souveraineté populaire. La question se pose alors de savoir si celle-ci peut être transférée sans rompre du coup avec la démocratie elle-même. Ma réponse à cette question est : non, la souveraineté populaire ne doit pas, ne peut pas, être transférée sans défaire la démocratie elle-même.

Pourquoi ? Non pas au nom d'une idée transcendante de la souveraineté (Dieu ?) mais parce que la nature a horreur du vide et que si la souveraineté n'est pas exercée par le peuple, d'autres se chargeront de prendre la place. C'est ce que fait le capitalisme actuellement à travers les politiques menées par l'Union européenne réellement existante et les Etats.

Par ailleurs, je me méfie de l'idée selon laquelle un parlement est synonyme de démocratie. Nous avons expérimenté en France trop souvent des démonstrations contraires. La dernière n'est-elle pas la ratification du TSCG à l'Assemblée nationale hier ?

En revanche, la souveraineté populaire peut, à mon avis, s'exercer en outrepassant les frontières territoriales des nations. A condition toutefois de partager le même contrat social et politique. Là, les choses se compliquent ...

BR. Quelques petites remarques :

Sur l'éditorial. Je vois que la position est un peu plus nuancée que le "Non" au référendum. Je pense aussi qu'on ne peut pas dire Non à l'Europe (qui nous a donné tout de même 70 ans de paix). Il faut dire Oui, et faire de l' "entrisme" , que ce soit "notre" Europe et non pas celle d'une bande de technocrates irresponsables, qui n'ont pas d'autre choix que de cacher leur copie pour ourdir leur manigances. Quand on voit l'action des lobbies à Bruxelles (pour Monsanto par exemple) on se demande si la Commission n'est pas qu'un bras armé du haut patronat américain. Pour que ça évolue dans le bon sens il faut que les peuples veuillent d'abord sans ambiguïté l'Europe, quitte à descendre ensuite dans la rue pour exiger des changements. Il n'y a pas d'autre solution, sinon c'est le retour du fascisme (qui n'est pas loin).

Bravo pour les poules qui mangent les ordures : il faudra bien en arriver à retourner aux cycles naturels. Dans la nature il n'y a pas d'ordures, tout est recyclé. C'est notre civilisation qui a inventé les ordures, comme effet de sa politique de la terre brûlée. Le CO2 n'est pas une ordure, c'est un aliment pour les plantes, le problème c'est l'excès : on a allumé un incendie de forêt dément: toutes celles d'aujourd'hui, plus celles du carbonifère.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d' anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.